

"Le mouvement de résistance à Notre-Dame-des-Landes est aussi une continuité des luttes paysannes de Mai 68"

Mai 68 n'a pas seulement été une contestation urbaine, étudiante et ouvrière. Dans les années 60, le monde paysan se mobilise régulièrement autour des questions économiques et sociales, pour le prix des aliments que les agriculteurs produisent, contre la domination des propriétaires fonciers ou pour le développement de leurs régions rurales, en particulier dans l'Ouest. Mai 68 a vu la convergence de leurs luttes avec celles des ouvriers et étudiants, dont nous voyons encore le résultat aujourd'hui, notamment à Notre-Dame-des-Landes. Entretien croisé avec les chercheurs Élise Roullaud et Jean-Philippe Martin.



Basta ! : A l'évocation de Mai 68, on pense immédiatement aux mouvements étudiants et ouvriers, aux manifestations dans le Quartier latin ou à la grève de Renault Billancourt, mais jamais aux agriculteurs. Y a-t-il aussi des mobilisations dans le monde rural ?

► **Élise Roullaud**¹ : On se focalise souvent sur les journées de mai-Juin 1968, comme s'il s'agissait d'un mouvement essentiellement ouvrier et étudiant, alors que les mobilisations

de 68 ont aussi touché d'autres catégories de populations, dont les agriculteurs. Des historiens estiment aujourd'hui qu'il faut parler "des années 68" pour rendre compte au mieux de cette mobilisation. Au-delà des seuls mois de mai et juin, elle incarne un véritable basculement social.

En Loire-Atlantique, la région sur laquelle j'ai essentiellement travaillé, on observe des mobilisations d'agriculteurs dès 1967, sur des questions professionnelles mais aussi sociales, avec déjà des slogans qui mettent en avant la lutte des classes telle qu'elle existe alors dans les campagnes : entre les notables — les propriétaires fonciers surtout — et les agriculteurs. Localement, des agriculteurs invitent à renverser les structures de dominations sociales et politiques. Dans les années 1960, la domination des propriétaires fonciers est

¹ Élise Roullaud est docteur en science politique. Sa thèse porte sur l'histoire de la confédération paysanne. Lire aussi "Luttes paysannes dans les années 68 Remise en cause d'un ordre social local", Agone, 2013.

encore très forte. Ceux-ci choisissent à qui attribuer les terres, et les jeunes agriculteurs rencontrent des difficultés pour s'installer. Les paysans remettent aussi en cause la domination des vétérinaires, qui pratiquent des tarifs fluctuants et accaparent le savoir. Certains s'organisent pour créer des coopératives, comme la Sased (Syndicat d'action sanitaire des éleveurs du Don), qui leur permettent d'embaucher et de payer les vétérinaires, avec l'obligation de partager leurs connaissances.

► **Jean-Philippe Martin**² : Dans l'Ouest et le Midi, le Languedoc en particulier, plusieurs mouvements éclatent dans les campagnes avant 1968. Une partie de ces mouvements vont évoluer et chercher des liens avec d'autres catégories sociales en lutte. Avant, il existait des luttes paysannes sur le prix des produits : le vin dans le Languedoc, les légumes, le lait et la viande dans l'Ouest breton. Les gens qui mènent ces contestations sont ceux qui ont modernisé leurs exploitations. Ils se rendent compte que, bien qu'ils se soient modernisés, les petits et moyennes exploitations disparaissent, qu'il y a toujours moins de paysans. Ils vont mener des actions professionnelles comme les grandes manifestations de Redon en juin et octobre 1967, et à Quimper la même année, qui donnent lieu à des affrontements avec la police.

Quels sont les agriculteurs qui se mobilisent ? Comment font-ils le lien entre mouvements urbains – ouvriers et étudiants – et ruraux ?

► **Élise Roullaud** : En Loire-Atlantique, il existe un important foyer de mobilisation du côté de la zone de Blain-Redon, avec des agriculteurs politisés à l'extrême gauche. Ceux-ci sont plutôt jeunes, entre 20 et 30 ans. Ils sont souvent aidants familiaux, sans salaire, dans l'exploitation familiale avec pour perspective de la reprendre, ou se sont récemment installés. Ils sont plutôt syndiqués, notamment dans les branches jeunes ou départementales de la FNSEA. Ils ne sont donc pas en marge du syndicalisme majoritaire, mais se mobilisent au sein du syndicat pour porter une contestation interne. Ils s'engagent à gauche et à l'extrême gauche de l'échiquier politique, notamment par le biais de différentes rencontres avec les syndicats ouvriers et étudiants.

Mai 68 est, sur ce point, très important : cela produit un désenclavement social des agriculteurs. Des étudiants politisés, du courant maoïste, viennent dans les fermes suivre des stages, mais aussi former politiquement les agriculteurs. **Les paysans ne vivent pas dans une bulle coupée du reste de la société.**

En Loire-Atlantique, les campagnes ne sont pas éloignées de bassins ouvriers, comme Saint-Nazaire. Dans les communes rurales, des gens font la navette tous les jours pour aller travailler aux chantiers navals, dans une ville très marquée par la présence de la CGT.

² Agrégé et docteur en histoire, Jean-Philippe Martin est l'auteur de l'Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne, La Découverte, 2005.

Les agriculteurs ont aussi des enfants, ainsi que des sœurs et frères plus jeunes, qui commencent à suivre des études plus longues, en ville. Quand ils rentrent le week-end, ils rapportent de nouvelles idées et expériences. Cela crée des débats au sein des familles et favorise la prise de conscience politique. Les conjointes jouent aussi un rôle important, même s'il est souvent sous-estimé : beaucoup ont connu des expériences professionnelles en dehors du monde agricole avant de s'installer sur la ferme. Elles ont été institutrices, animatrices, et ont donc éventuellement des contacts avec d'autres syndicats.

Quelle est l'importance des manifestations de Redon et Quimper en 1967, un an avant mai ? Quelles sont les revendications ?

► **Élise Roulland** : Les manifestations de Redon ont marqué les esprits. Imaginez 10 000 personnes dans une petite ville comme Redon [davantage de manifestants que d'habitants, ndlr], qui bloquent les trains. Cela est important comme apprentissage de la mobilisation. Les militants constatent qu'une telle mobilisation peut être victorieuse. Médialement, cela est largement relayé. Les manifestants dénoncent la disparité de traitement des agriculteurs en France, de la part de l'État et des aides européennes. Pour eux, l'essentiel des aides est versé aux céréaliers du bassin parisien alors que les éleveurs de l'Ouest ne touchent presque rien. Dans les manifestations de Quimper et Redon en 1967, le mot d'ordre est "l'ouest veut vivre".



<https://fresques.ina.fr/ouest-en-memoire/fiche-media/Region00150/mai-68-les-revendications-de-l-ouest.html>

► **Jean-Philippe Martin** : Une partie des contestataires se plaignent aussi que la région Bretagne est mal desservie, en retard économiquement, et qu'on y délaisse l'agriculture. Ils défendent à la fois leur profession et s'intéressent au développement de leur région, pour que leurs enfants y trouvent des emplois. En particulier les gens de Loire-Atlantique, dont Bernard Lambert [syndicaliste agricole, fondateur du mouvement des "paysans travailleurs", et à l'origine de la Confédération paysanne, ndlr], plaident pour une alliance avec le monde ouvrier, les syndicats ouvriers. Ces agriculteurs sont presque tous passés par la jeunesse agricole catholique (JAC, mouvement progressiste catholique). Cela facilite les contacts avec les syndicats ouvriers car une part importante de leurs leaders — eux-mêmes passés

par les Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) — ont comme référence commune le catholicisme social. Les paysans développeront ensuite des liens avec les syndicats de salariés.

Les syndicalistes paysans de Loire-Atlantique incarnent une locomotive. Fin 1967, ils se rencontrent, avec les syndicats ouvriers, et décident d'organiser une grande journée d'action sur le thème "l'Ouest veut vivre". Cette journée est organisée le 8 mai 1968, avec d'immenses manifestations dans toute la Bretagne : des paysans, des ouvriers, des étudiants, des employés, des enseignants. Entretiens, les premières émeutes éclatent à Paris le 3 mai 1968.

► **Élise Roullaud** : Il existe alors une grande imagination militante également chez les agriculteurs. Des journaux locaux tournent en ridicule les policiers et les propriétaires fonciers. Des agriculteurs écrivent même une pièce de théâtre, *Vacherie*, pour la jouer dans les fermes, gratuitement. C'est un vecteur de mobilisation par le théâtre, et aussi une volonté de renverser la domination culturelle.

L'un de ces leaders paysans de l'Ouest, Bernard Lambert, devient un personnage incontournable des mouvements sociaux dans les années 1970...

► **Jean-Philippe Martin** : Bernard Lambert est resté dans les mémoires, parce qu'il avait un côté visionnaire. Il a été formé par la JAC : rappelons qu'à l'époque les paysans, y compris les militants, ont suivi en général une scolarité courte, jusqu'au certificat d'étude [soit jusqu'à l'âge de 13 ans, ndlr]. C'est la JAC qui leur apprend à parler en public, à organiser des événements. Lambert élevait des poules en batterie et a été élu député de 1958 à 1962, sous l'étiquette MRP (centriste). Après les années 1960, il s'investit dans le syndicalisme agricole. En analysant lui-même son métier, sans suivre l'expertise des ingénieurs agronomes, il se rapproche de la gauche et devient leader syndicaliste au sein de la FNSEA. En 1970, il publie *Les paysans dans la lutte des classes*, qui reçoit un large écho, avec une préface de Michel Rocard, alors au Parti socialiste unifié (PSU).

Quel est le rôle de Bernard Lambert en mai 68 ?

► **Jean-Philippe Martin** : Bernard Lambert est de ceux qui veulent rapprocher le syndicalisme agricole du monde ouvrier en formant une alliance régionale. Lui et son équipe sont donc favorables au mouvement. Lambert se rend à la fac de Nantes et y est applaudi par les étudiants. Les jeunes agriculteurs donnent des discours enflammés, ils forment un comité à Nantes avec les étudiants et les syndicats ouvriers pour répartir l'essence, les moyens de subsistances... Ils appellent cela la "**Commune de Nantes**". Quand ils retournent au contact de la base syndicale paysanne, ils se rendent compte que celle-ci ne les a pas vraiment suivis. Une fraction des syndicalistes paysans se reconnaissent dans les mobilisations de 68, mais pas tous.



Invité du journal : Bernard Lambert, animateur national Travailleurs Paysans
par INA

C'est ce contexte qui aboutit à la création de la Confédération paysanne ?

► *Jean-Philippe Martin* : Dans les années 1970, les jeunes agriculteurs continuent dans cette voie mais sont marginalisés par la FNSEA. Dans les années 1970, ils se divisent entre les plus radicaux et ceux qui veulent avancer plus progressivement et lentement. Autour de Bernard Lambert, se crée le courant des travailleurs paysans. Quand les paysans du Larzac marchent sur Paris, en 1973, la FNSEA ne les soutient pas, au contraire du mouvement des paysans travailleurs. Ensuite, il faudra encore une décennie pour que la Confédération paysanne se forme, en 1987.

Voyez-vous une continuité entre cette histoire et l'actuel mouvement de résistance à Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique ?

► *Élise Roullaud* : On constate une continuité entre ces luttes et celle de Notre-Dame-des-Landes dans le réseau militant que cette dernière mobilise. Les luttes des années 1960 et 1970 ont créé un tissu militant agricole fort dans la région, sur lequel s'appuie la mobilisation actuelle. Par ailleurs, l'idée de préserver les terres agricoles, qu'elles doivent servir à la production agricole, fait écho à la revendication de l'époque : la terre comme outil de travail qui doit revenir aux agriculteurs.

► *Jean-Philippe Martin* : Plusieurs anciens paysans travailleurs ont milité contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Ainsi, Michel Tarin, décédé en 2015, est l'un des fondateurs en 1973 de l'Association de défense des exploitants concernés par le projet d'aéroport (Adeca). Il a été membre de l'Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Acipa) et a mené une grève de la faim au printemps 2012 pour s'opposer au projet.

Propos recueillis par Rachel Knaebel

Photo : Manifestation du 24 mai 1968 à Nantes. © CHT, coll. FDSEA-Confédération paysanne 44.